

le monde
libertaire

le mouvement de la préservation anarchiste
adhésion de l'Internationale

le mouvement anarchiste



le monde

libertaire

à quand
la riposte
sociale ?



M 02137 - 1410 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Il existe deux types de travail: le premier consiste à déplacer une certaine quantité de matière. Le second, à dire à quelqu'un d'autre de le faire. »

Bertrand Russel

hebdo n° 1410

du 6 au 12 octobre 2005

top 2520

Sommaire

Faits d'hiver avant la date, par J.M. Raynaud, page 4

L'autruche fière comme Artaban, par F. Ladrissé, page 5

Nouvelles de **la tourmente**, par P. Schindler, page 5

À côté des **trans**, propos recueillis par P. Schindler, page 6

La voie suicidaire du **capitalisme**, par J.P. Tertrais, page 9

L'Alliance syndicaliste, interview d'Alain Pecunia, page 11



Lyon, **menace d'expulsion**, page 14

Katrina, qu'en dit la presse américaine?, par René Berthier, page 15

Grand prix « **Ni Dieu ni maître** », par J.M. Raynaud, page 19

La Bible contre la Bible, par Nestor Patkine, page 18

Ici l'ombre, Chroniques alternatives, par Bibò, page 20

Gilbert Laffaille live in Ivry, par Thierry de « Blues en liberté », page 21

Une trace pour **Marie Jakobowicz**, par René Strubel, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Il faut croire que la lutte contre le terrorisme laisse quelques loisirs. Ainsi, et malgré la guérilla qui l'oppose à Villepin, et dont les médias nous font croire qu'elle l'occuperait à plein temps, Sarkozy, quand il a deux heures devant lui, expulse quelques squats, bourre ses charters d'enfants, ordonne une rafle ou deux et pour finir lance ses hommes à l'assaut des fronts syndicaux. Si on en parle dans les médias (et c'est là le seul but de cette agitation), on est contraints d'admettre que ces actes relevant de l'inhumain, du barbare, se déroulent la plupart du temps dans l'indifférence générale. C'est dans l'indifférence qu'on jette à la rue les plus pauvres, sans solution de relogement au-delà des inévitables deux semaines d'hôtel. Dans l'indifférence, également, que la chasse aux sans-papiers s'invite aux sorties des écoles et jusque sous les préaux. Indifférence, encore, quand la police rafle en plein jour, à Paris et dans les grandes villes, appliquant des méthodes datant de la guerre d'Algérie, contrôlant au faciès, embarquant dans des bus prévus à cet effet (bus de la RATP, transformés pour l'occasion!) de pauvres bougres coupables de ne pas vouloir se laisser mourir de faim au « pays ». Indifférence, toujours, quand les gendarmes occupent le port autonome de Marseille, prennent d'assaut celui d'Ajaccio, lesquels étaient soumis à un blocus légitime puisqué décidé par les travailleurs eux-mêmes, blocus qui visait à la simple défense de leur outil de travail. Sarko, donc, s'active. Ce qui n'est pas nouveau. D'aucuns pourraient même en conclure que le pasquin se disperse. En vérité il n'en est rien. Certes, il bouge beaucoup, il bouge vite. Mais derrière cette agitation se dessine un projet, une logique implacable, où ces différents éléments se retrouvent intimement liés. Ce projet porte un nom: volonté de contrôle total (itaire) de la population. Charmée par une politique de communication importée des États-Unis, ladite population semble, pour l'heure, comme envoûtée par le ministre de l'Intérieur, tel Mowgli succombant au regard de Kaa. Ça ne durera pas. Nous sommes un certain nombre à refuser le grand sommeil, et à rester déterminés face au danger représenté par cette somme de pathologies schizoïdes qui a pour nom Sarkozy. Et puis, nous savons que pour lui seul compte, en définitive, l'échéance de 2007. Que l'unique bataille qui vaille est donc celle de l'opinion. Cette bataille, il est loin de l'avoir gagnée. À nous maintenant d'ouvrir les yeux, de rompre avec l'indifférence, de faire en sorte qu'il voie son rêve s'effondrer. Et qu'il s'effondre avec son rêve.

Corse, île de bottés



Jean-Pierre Germain

LA SEMAINE DERNIERE, le drapeau noir était à la une de pas mal de journaux quotidiens. Il ne s'agissait pas de rendre hommage au mouvement anarchiste, mais de qualifier l'acte de « piraterie » de marins grévistes. Il s'agissait du détournement du Pascal-Paoli où l'ordre étatique a été rétabli par le GIGN aux frais du contribuable. Mais s'approprier l'outil de travail, n'est-ce pas un des fondements du syndicalisme d'action directe? En tout cas entre Marseille et l'île de Beauté ça a chablé dans les derniers jours du mois de septembre. De quoi s'agit-il?

La Société nationale maritime Corse-Méditerranée (SNCM, fondée en 1976), entreprise publique, avait jusqu'en 1996 le monopole des liaisons maritimes continent-

Corse. Depuis ce que la loi du marché appelle « l'ouverture à la concurrence » la SNCM cède un peu le pas à « Corsica Ferries » (1). Il y a encore 2363 salariés (dont environ 800 en Corse) qui travaillent sur dix navires.

En début d'année, le gouvernement avait « fait des offres » à des investisseurs privés pour qu'ils rentrent dans le capital de l'entreprise. Comme pour tous les autres services publics: faut privatiser pour rentrer dans les normes du marché. À la poubelle les nationalisations et leur pouvoir syndical. Certes, il y a beaucoup à dire sur l'expression des travailleurs dans les entreprises nationalisées, mais disons que ce n'est pas à l'ordre du jour dans le débat autour de la SNCM. Dans cette entreprise, c'est comme partout, les pouvoirs

publics brandissent un plan social, qui avec « un plus » devrait remettre les pendules à l'heure capitaliste. Dans le cas de la SNCM, il y a le spectre bien présent de la privatisation. Notre élégant Premier ministre, Dominique de Villepin, a fait la semaine dernière un joli numéro de claquettes. Entre la première alternative (privatisation totale) et les diverses moutures pour les investisseurs, on a senti que ceux qui nous dirigent sont plus à l'aise dans les commandes de commando hélicoptère pour donner l'assaut au Pascal-Paoli que pour négocier. L'influence de Sarkozy serait-elle incontournable ?

De toute façon, maladresse voulue ou fortuite du gouvernement², il y a quand même les divergences entre la CGT de Marseille et le STC qui, avec sa « préférence nationale à l'embauche », met tout le monde mal à l'aise. Le Premier ministre a voulu calmer le jeu en rencontrant Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, mais c'est en Corse que la tension subsiste. La libération des quatre syndicalistes du STC arrêtés après le détournement du Pascal-Paoli n'a que peu calmé les esprits. À l'heure où nous écrivons le conflit de la SNCM est encore dans l'impasse. Pourtant entre le port de Marseille, et la Corse, avec toutes les organisations syndicales, les organi-

sations de chômeurs, de précaires, on pourrait rêver d'une lame de fond qui enclencherait un large mouvement social... Lundi dernier, la seule CGT appelait à Marseille à un rassemblement « ouvert à toutes les organisations politiques, syndicales, associatives, d'élus, les citoyens qui ont à cœur la défense des services publics, qui sont opposés aux privatisations, aux licenciements, aux délocalisations. » Auront pris la parole, la CGT, le PCF, la LCR, le PS, le PRS, les Verts et des élus communistes de la Corse. Ça vous a un goût de marchepied pour 2007, non ? Espérons pour nos états-majors que comme souvent à La Courneuve il ne pleuve pas...

(1) Corsica Ferries est une société italienne qui perçoit tout de même de l'état français un aide sociale de 15 euros par voyageur, sans avoir les mêmes obligations de service public que la SNCM. Ajoutons à cela des marins cubains ou panaméens dont les statuts, donc les salaires, sont différents de ceux d'une entreprise publique. Vous avez dit logique de profit ?

(2) Si les médias sont bien informés, notre sémillant Premier ministre serait allé demander conseil à Bruxelles (ça s'appelle le boucier belge). « Tuez-les tous, le Capital reconnaîtra les siens » a-t-elle été la réponse ?



Faits d'hiver

Fils de pécores, fils de minus !

L'ÉCOLE PUBLIQUE, laïque, gratuite et non obligatoire de la République française pouvait s'honorer d'avoir pour règle de devoir accueillir en son sein tous les enfants résidant sur le territoire français !

Pouvait !

Car depuis quelque temps, en effet...

X et Y, âgés respectivement de 3 et 7 ans, scolarisés à l'école Jean-Lolive de Pantin, enfants de sans-papiers, ne sont pas retournés à l'école depuis le 17 septembre 2005.

Le 17, c'était leur père qui était arrêté lors d'un contrôle d'identité. Le 18, c'était au tour de leur mère de subir le même sort, lorsqu'elle se rendit, avec ses enfants, au centre de rétention pour apporter le passeport de son mari.

Après cela, X et Y sont devenus méfiants et ne vont plus à l'école de Pantin.

Leurs camarades et leurs enseignants se sont mobilisés pour que...

Bravo !

Et, donc, on va tout faire pour...

Mais, en attendant...

Que la honte soit sur un certain Sarkozy, actuel ministre de l'Intérieur qui est à l'origine de tout cela !

Car de deux choses l'une, ou bien notre république accueille tous les enfants résidant sur son territoire (et un certain Sarkozy en a profité) au motif que les enfants ne sont pas responsables de leurs parents, ou bien il doit être énoncé clairement que les enfants sont responsables de leurs parents.

J'oubliais, X et Y sont d'origine algérienne, tandis qu'un certain Sarkozy était d'origine... charentaise !

Fils de... ou fils de..., comme le disait déjà Jean de La Fontaine !

Jean-Marc Raynaud



Détruire une prison d'abord !

QUEL ANARCHISTE PEUT OUBLIER CETTE PHRASE d'une chanson espagnole des années 36, « Pardoname, hermano viejo: des ouvriers, des ouvrières détruisent une prison d'abord »? Et pourquoi une prison d'abord, sinon parce qu'elle incarne tout ce que nous détestons: l'arbitraire, l'absence de droit, le mépris, l'insalubrité, le sexisme et l'homophobie. Pour autant, les conditions de détention se révèlent encore pires pour les personnes détenues et atteintes de pathologies graves (cancer, sida, autres maladies graves), alors que la loi de mars 2002 était censée introduire la suspension de peine pour les détenus dont « le pronostic vital engagé ou l'état de santé était incompatible avec le maintien en prison ». Elle permet surtout de libérer l'ex-préfet Papon. Depuis, effet d'annonce, elle se résume, trois ans plus tard, à très peu de choses: seulement 156 suspensions de peine accordées fin 2004, selon les chiffres du ministère de la Justice. Pourtant, les témoignages des détenus, de leur famille et des intervenants montrent une situation plus que critique pour « les personnes en cours de traitement ou atteintes de pathologies mettant en jeu le pronostic vital et compromettant durablement leur état de santé ».

Que les pauvres et les malades crévent: la taule c'est fait pour ça!

Depuis la promulgation de la loi, une circulaire de 2003 ralentit le processus en imposant le critère de « risque de trouble à l'ordre public », pourtant non exigé par la loi et écarté par la Cour de cassation. Elle renforce les obstacles pour le détenu gravement malade, dont la seule prétention est d'obtenir une suspension de peine. La circulaire exige deux expertises médicales concordantes au mépris du nombre réduit d'experts médecins des pathologies et de la réalité pénitentiaire, ainsi que du manque de solutions de prise en charge du malade, hors les murs. De plus, depuis 2005, la loi Perben II supprime l'exigence d'une nouvelle expertise médicale avant toute révocation de suspension de peine, tandis qu'elle prône la construction d'hôpitaux prisons et de nouveaux centres de détention, dans un contexte de surpopulation carcérale, inégalée depuis 1945, et exploite de fait, les peurs et la désinformation.

Si une loi changeait la vie, il y a longtemps que les anarchistes voteraient!

Pour prendre le dernier cas en date, D. Taillineau, détenu atteint d'un cancer de la plèvre, obtient en 2004 une suspension de peine pour raison grave de santé. Or, les deux derniers gardes des Sceaux passent outre les textes et contournent les dispositions du Code de procédure pénale, au grand mépris de la souffrance de la victime, renforçant au passage la régression. Début 2005, Perben ne trouve rien de mieux que d'exiger de nouvelles expertises médicales, afin d'invalider la décision prise par la justice. Faisant fi des protestations du syndicat de la magistrature et d'Act-Up Paris, sa décision est confirmée par le parquet des Sables-d'Olonne, tandis que l'avocat de la famille fait pression sur des médias indifférents et muets. L'affaire se solde évidemment par un retour en détention, une décision qui confirme la relativité des lois (y compris les rares meilleures: suppression de la peine de mort, droit à l'avortement et autres faire-valoir, comme celui sur la discrimination, etc.). Cette décision confirme surtout la nécessité de communiquer sur les conditions déplorables, voire la remise en question globale d'un système répressif, qui ne fait qu'engendrer et justifier une prétendue « opinion publique ». Détruisons une prison d'abord!

Patrick Schindler

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Quand l'autruche éternue...

Nuit et brouillard sur la ville

« L'espace public doit être conçu dans une perspective de prévention de la délinquance. » Sarkozy.

Cette phrase, lancée devant un parterre de flics afin de les inciter à s'impliquer dans les projets urbanistiques, rend bien compte de la vision sarkozienne de la ville: un mur de barbelés entourant les cités, planté de miradors high tech, une automitrailleuse à chaque carrefour?... Ça vous rappelle pas quelque chose?

Poum

« Voyez les sondages, la mère Merkel, poum, dans le popotin! » Michel Charasse, PS.

C'est gracieux... Ça mériterait qu'on nomme Charasse ministre délégué au Rapprochement franco-allemand. Histoire de voir où la mère Merkel lui foutrait son cigare. Et les bretelles avec.

Double zéro

« Pour 2007 nous viserons entre le zéro volume et le zéro valeur. » Thierry Breton.

Pour le lecteur néophyte en langage économique-nébuleux, le professeur Ladrissé traduit: en 2007 on n'aura rien, pas un kopeck, zéro « volume », et on sera nuls, comme d'hab.

Villiers cru

« Le moment est venu de parler cru. » De Villiers.

« Point de détail », « sidaïques » et autres « Michel Durafour-crématoire » vont donc faire leur apparition dans le langage, jusque-là châté, du Vicomte. Car il est des terres sur lesquelles, lorsqu'il y va chasser, sa Seigneurie sait bien que c'est du tout cuit.

Muscu

« On s'est fait entendre, on s'est refait du muscle! » Bocquet, PC.

C'est un des rares effets liés à la victoire du non: on a vu ça mardi, à la manif... Le service d'ordre de la CGT, ils ont de plus gros bras qu'avant.

Don du sang

« Être français, ce n'est pas un don de sang. C'est un don de soi! » Sarkozy.

Heu... y'a qu'à voir les jolis monuments aux morts dont ce pays est infesté pour se rendre que, dans certaines circonstances, l'un n'empêche pas l'autre.

Les jours heureux

« Jospin ne peut pas gagner car il n'aime pas les gens. » Huchon, qui les adore.

Si l'altruisme était une qualité nécessaire aux candidats, alors Strauss-Kahn, Lang, Fabius, Hollande... seraient eux aussi en train de couler des jours heureux sur l'île de Ré.

En stock

« Nous avons absolument besoin d'un candidat, car seul le PCF porte un projet transformateur. » Jacques Brunhes.

Vous avez qu'à demander à vos anciens potes du PS, je suis sûr qu'il sont prêts à vous en prêter un, en ce moment ils manquent pas de stock.

Petit, mais debout

« Il est temps que la Corse devienne une région comme les autres. » Sarkozy.

Soit Sarko présume, une fois de plus, de ses forces, soit il a très envie de refaire un tour dans le hall de l'aéroport d'Ajaccio, coincé par les manifestants, debout sur une chaise en plastique.

Frédo Ladrissé

(sources: AFP, France Info, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien.)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

À côté des trans

Propos recueillis par Patrick Schindler, dans les locaux d'Act-UP après l'Existrans

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

ENVIRON 500 PERSONNES participaient à Paris à la 9^e marche annuelle de l'Existrans, initiée par l'association du Syndrome de Benjamin et de leurs sympathisants. Les revendications de « la communauté du silence » étaient aussi simples que ciblées. Les 60 000 personnes concernées en France, exigent, entre autres : la dé-psychiatisation, afin de ne plus être considérés comme des malades mentaux, ainsi que le définit encore aujourd'hui la loi française ; la nécessité d'une étude épidémiologique spécifique sur les interactions entre la prise d'hormones et les traitements pour les trans séropositifs, des campagnes de prévention ciblées ; le changement de statut à la demande des intéressés des préfixes 1 (sexe masculin) et 2 (sexe féminin) sur les numéros d'affiliation de la Sécurité sociale ; la prise en compte des revendications des trans pour que la coquille vide de la Haute autorité de lutte contre les discriminations prenne en compte celles que l'État leur impose au quotidien. L'événement a été, on s'en doute, assez peu couvert par les médias. Aussi le Monde libertaire a voulu en savoir plus en interviewant quatre militants trans, activistes et libertaires : Hélène, Tom, Carine et Vincent.

Hélène : Je revendique une culture libertaire de longue date après avoir milité, entre autres, à la CNT et, il y a deux ans, avoir créé la commission trans à Act-UP Paris, pas très éloignée des concepts proudhoniens essentiels tels que « dieu est le mal » et « la propriété c'est le vol ». Y compris d'identité ! Nous les trans souffrons avant tout de la discrimination tous azimuts. Mais, sur les traces d'Emma Goldman à New York, j'ai rejoint d'autres militants et pas forcément libertaires, comme elle le fit à l'époque sur le thème assez novateur du contrôle des naissances. Je partage ses idées sur les luttes transversales. Nous avons beaucoup



d'alliées féministes, car il faut bien comprendre à la base que nos revendications existentielles trans, qu'elles soient issues d'une transformation de l'identité mâle vers le sexe féminin ou l'inverse, posent un problème de classe à la base : un homme qui devient une femme perd automatiquement au moins 50 % de son salaire ! En revanche, je ne me sens absolument pas d'affinité nationaliste d'appartenance à un sexe défini. Je constate surtout que nos problèmes au quotidien se heurtent au refus étatique de nous laisser changer de numéro d'affiliation à la sécu, alors que cette revendication basique ne représente aucun effort financier pour l'État. Nous souffrons en général où ça fait mal : rejet social et familial. Ayant tâté de la prostitution, avant de trouver un travail dit « normal », je constate simplement qu'aujourd'hui, à cause des interdits, entre 60 et 80 % de mes amies sont mortes de dépressions successives menant au suicide, ou du sida, à cause de notre ennemi : l'État, premier transphobe dans ce pays qui nous refuse l'information et la prévention.

Tom : J'ai choisi, étant né prétendument femme, de devenir un homme. Pourtant, je trouve que ce choix entre seulement deux « sexes » majoritaires reconnus est une notion un peu trop « castratrice » et limitée, qui n'a aucun sens : il existe tellement d'autres sexualités intermédiaires, un peu d'imagination ! Il me semble que le postulat homme/femme correspond au principe du contrôle sécuritaire de la population, issue du judéo-christianisme, tandis que, par exemple, dans les îles Samoa, en Océanie, il existe cinq genres différents et surtout, tout être humain possède environ 300 chromosomes ! Le problème dans les pays latins et occidentaux, c'est que la plupart des personnes qui ne se reconnaissent ni dans l'un, ni dans l'autre sexe finissent par ne plus s'aimer. Il faut prendre en compte le taux de suicide dans notre communauté et tout ça pour une question d'étiquetage et d'amalgame face aux deux sexes dominants et reconnus. Nous réclamons donc, une identité tout simplement sociale : exister selon notre propre choix !

Carine : J'ai derrière moi, plus de vingt ans de luttes politiques et syndicales, y compris lorsque que je vivais à la Guadeloupe. Je me définit comme trotskiste libertaire, car il faut bien dire que dans les départements d'outre-mer, il n'y a pas beaucoup le choix ! Ma lutte personnelle est fondamentalement politique,

surtout pas nationaliste, car l'État nous discrimine à la base en refusant aux trans, par exemple, leur essence même : la simple reconnaissance de leur identité. La première lutte est donc avant tout à mener contre notre premier ennemi : l'État et ses « gardiens du temple » que sont les psychiatres. Ils sont leurs relais en terme de domination et donc d'oppression et agissent dans le sens classiste, afin de répertorier chaque individu dans une catégorie bien définie. En métropole, mon combat s'est encore radicalisé, loin du folklore des « bals musettes gay », je continue à militer sur un terrain politique, autant à Act-UP qu'au sein du Groupe activiste trans (GAT). Mais je retiens dans le combat quotidien des gays, lesbiennes et féministes, une certaine convergence des luttes, surtout en direction des minorités particulièrement opprimées dans ce pays, les lesbiennes, les personnes étrangères ou séropositives.

Vincent : Je milite, entre autres, au GAT, informel et créé il y a trois ans, ainsi que dans la commission trans d'Act-UP, surtout dans le but de politiser et impulser un discours au sein de notre « communauté », afin de faire oublier le postulat que le transsexualisme est une maladie, car ce que je supporte le moins, c'est le contrôle des corps et surtout de l'identité. Je mets un point d'honneur à refuser de faire passer le communautarisme avant l'individu. Nos objectifs sont, avant tout, d'être présents là où l'on ne nous attend pas, par exemple, sur le terrain des luttes politiques. D'ailleurs, Radio libertaire nous a ouvert spontanément ses ondes et nous l'en remercions, car nous assumons aujourd'hui cinq émissions sur l'antenne, dont « Bistouri Oui Oui », la seule programmation française faite uniquement par des trans. Mais, nous ne nous arrêtons pas là : notre but est de faire fusionner les diverses énergies entre les « communautés » minoritaires, au sein de nos convictions libertaires.

Le Monde libertaire songe à ouvrir ponctuellement ses colonnes pour donner la voix aux revendications trans. En attendant, nous vous conseillons d'aller visiter le site de la Fédération anarchiste et des émissions diffusées par Radio libertaire (89.4), ainsi que le site syndromedebenjamin.free.fr, ou encore l'espace « Trans » sur le site actuparis.org, avec un lien sur le GAT. Nous vous donnons également rendez-vous dans un prochain ML et espérons vous retrouver les éditions de l'Existrans et de leurs sympathisants.

Raffles encore

Depuis le mois de juillet, à Paris, les quartiers de Stalingrad, Belleville, Couronnes, Ménilmontant, Château-Rouge, Gare du Nord, Barbès et Château-d'Eau sont la cible de rafles policières qui nous rappellent une triste période de l'histoire de France. La police emploie toujours les mêmes méthodes : contrôle au faciès à la sortie du métro, dans les rues ; intrusion dans les cafés et les commerces. Le 22 septembre, nous avons été de nouveau témoins d'une de ces rafles policières dans le quartier de Château-d'Eau dans l'indifférence générale malgré l'intervention de quelques personnes présentes.

Liberté d'expression

Les dirigeants de l'association La Fraternelle de Saint-Claude (39) ont entamé une procédure de licenciement à l'encontre de deux salariés syndiqués à la CNT, suite à une distribution de tracts. De nombreux syndicats et individus avaient alors protesté contre cette décision effarante, prise en violation de la liberté syndicale et des droits élémentaires. Depuis, l'un de ces



salariés a été réintégré. L'autre, Romain Dunand, a été licencié le 22 juin. La demande de réintégration de Romain, victime d'une maladie professionnelle puis licencié pour une action syndicale, sera examinée lors de la conciliation aux Prud'hommes lundi 3 octobre. Pour le soutenir, vous pouvez vous adresser directement à La Fraternelle, par mail : lafraternelle3@wanadoo.fr

CNT représentative

Mardi 27 septembre, la juge du Tribunal d'instance de Villeurbanne a déclaré Fatima, la déléguée syndicale CNT, représentative. Il s'agit d'une première dans la région. Cette représentativité a été obtenue grâce à l'action des salariés eux-mêmes, à la solidarité des syndicats CNT, à l'aide précieuse du syndicat du nettoyage de la région parisienne, à toutes les organisations et tous les individus qui ont manifesté leur soutien. Cela aura sans nul doute des répercussions, dans le développement de la CNT-Penauille, en nous permettant d'obtenir des

informations économiques, et à Fatima de rencontrer les salariés. Ainsi la CNT pourra les informer de leurs droits, et les aider à s'organiser pour lutter.

Mega licenciement

Le jeudi 29 septembre a eu lieu un nouveau rassemblement pour soutenir les quatre stockistes du magasin Virgin des Grands Boulevards, sis 5 boulevard Montmartre, Paris II^e. Rappelons que la direction persiste à vouloir licencier la totalité des employés de ce service et qu'ils sont en mise à pied conservatoire depuis une quinzaine de jours. Mais le dossier de licenciement ne tient pas la



route, tant sur la forme que sur le fond ! La mobilisation continue donc contre le licenciement abusif de ces quatre stockistes.

Ta gueule et bosse

La société Médiapost, société leader du secteur de la distribution directe, a connu à Nîmes un débrayage de vingt de ses salariées, le lundi 26 septembre. Ces femmes, dont le travail consiste à diffuser des prospectus publicitaires, ont vu de nouvelles cadences leur être imposées le 1^{er} juillet. Le volume à



diffuser est plus important, et le rythme de travail toujours plus effréné. Au final, ces ouvrières qui parlent d'« esclavage légal », travaillent pour cinq euros de l'heure. Elle réclame aussi le paiement intégral de leurs heures de travail. Mais, foin des clivages de classe, entre femmes, la solidarité doit jouer à plein, pas vrai Dame Parisot ?

Le beaujolais, c'est mauvais

Mi août, 4 500 Rmnistes du Rhône ont été convoqués par l'ANPE, qui les a

vivement incités à aller se casser le dos lors des vendanges, dans le Beaujolais. Le chantage à la radiation produisant son petit effet, nombre d'entre eux ont accepté. Les viticulteurs se frottent les



mains : pourquoi se casser la tête à faire venir des Polonais, quand le conseil général se charge d'alimenter le marché aux esclaves ? Comme au bon vieux temps du STO, la main-d'œuvre quasiment gratuite (il faut tout de même les nourrir) s'est mise au boulot sans rechigner, pour la plus grande gloire du beaujolais nouveau. Une raison de plus de ne pas en boire.

Espérance ?

Les locataires de l'hôtel Espérance du 117, av. Jaurès (XIX^e) n'espèrent plus. Harcelés par l'agence immobilière qui a racheté l'immeuble en janvier, ils se sont d'abord tournés vers la justice, qui devait trancher le 4 octobre. Mais le 30 septembre au matin, c'est l'expulsion. Un petit groupe de soutien s'organise : tableau pathétique que ces travailleurs parfois âgés, originaires d'Afrique du Nord, locataires depuis plusieurs dizaines d'années, qui en sont réduits à pousser avec peine leur valise, sous la pluie, pressés par la police. Voilà comment le gouvernement traite les travailleurs. De la main-d'œuvre exploitable à merci, bonne à jeter à la rue quand un spéculateur immobilier veut s'enrichir, bonne à expulser quand elle n'a pas de papiers.

Police partout...

Une mère de famille algérienne de 49 ans, qui vit en France avec son mari et ses trois enfants depuis plusieurs années, a été dénoncée par un employé du bureau de poste où elle allait chercher un envoi recommandé. Signalée à la police par ce « bon citoyen », elle a été placée en rétention et risque l'expulsion car elle est sans papiers (la France lui a refusé le droit d'asile). C'est l'aboutissement de la logique sécuritaire : réveiller le flic qui sommeille en chacun de nous. Résistons et continuons à proclamer que personne n'est illégal.

Bréves de combat

Sarközy, le paltoquet du terrorisme émotionnel

Nicolas, le mirifique comte Sarközy de Nagy-Bocsa, ne cesse de nous surprendre par ses méthodes de communication. Dernière en date de ses exactions médiatiques, la menace terroriste bidon. Vingt-deux ans après l'affaire des Irlandais de Vincennes, voilà-t-y-pas que l'on recommence à programmer l'arrestation de présumés terroristes pour des besoins télévisuels. Neuf d'entre eux, faisant l'objet d'une surveillance rapprochée depuis plus de deux ans par les différentes agences du roi des pandores, sont arrêtés en grande pompe devant une meute de journalistes avides de sensations, le matin même du jour où ce dernier donne une interview à la télé pour présenter les lois qu'il a concoctées afin de renforcer le contrôle des citoyens, de tous les individus. Bien entendu l'émission avait été enregistrée plusieurs jours auparavant. Un peu de pain, beaucoup de cirque et la trique, voilà comment le matamore de la place Beauvau entend gouverner.

La peur des attentats, renforcée par la xénophobie permet à ce larron de faire passer des lois qui servent un tout autre but que celui qui leur est attribué. Soyons clair, Les écoutes et la surveillance électronique d'Echelon (les

grandes oreilles de l'oncle Sam qui scrutent en permanence toutes les télécommunications sur terre et dans l'espace), n'ont pas empêché les tours du World Trade Center de s'écrouler sur elles-mêmes et sur leurs occupants. La vidéosurveillance exacerbée de Londres n'a pas empêché les fanatiques religieux de faire sauter leurs bombes dans les bus et dans les stations de métro. En revanche, depuis l'attentat du 11 septembre, les États-Unis, avec le Patriot Act, ont pu renforcer le pouvoir discrétionnaire des policiers au détriment de la justice, et cela inspire notre nobliau en quête du pouvoir.

La France n'a pas connu de vague d'attentats depuis une dizaine d'années, mais la menace plane toujours, et cela est angoissant. Les professionnels de la politique se servent de nos peurs, tout comme ils exploitent la xénophobie de leurs concitoyens, afin de faire passer leur lois destinées à nous embrigader. Sous des airs de cocker encorné, le cul-béni de Neuilly est passé maître en la matière, et c'est par la terreur qu'il tente de nous enfermer dans un pays où l'immigré sert de bouc émissaire à la situation sociale qui se dégrade.

Christophe Danis



Le chômage, des chiffres et des êtres

600 000 chômeurs au compteur belge. Les syndicalistes socialistes de la FGTB rappellent par ailleurs que « près de 140 000 jeunes sont passés de l'école au bureau de chômage ». La réponse du gouvernement est de maintenir plus longtemps au travail ceux qui ont un boulot. Totalement insensé.

Pour mémoire, dans le dossier sur les fins de carrière actuellement en discussion, le gouvernement entend relever l'âge de la prépension de 58 à 59 ans, puis à 60 ans. Et souhaite, entre autres mesures, supprimer la prépension en cas de restructuration de l'entreprise. L'objectif du gouvernement : que davantage de personnes cotisent à la Sécurité sociale, pour payer les pensions et les soins de santé des « aînés ». Face à cela, la FGTB a brandi la grève générale de 24 heures, pour le 7 octobre.

La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) s'offusque de cette menace de grève, qui maintient la pression durant la concerta-

tion. Doit-on rappeler que les syndicats ne sont pas des « partenaires sociaux » mais des adversaires économiques ? « On ne résout pas les débats de société avec des actions », estime la FEB. Le hic, c'est que c'est précisément ce langage-là que le patronat et l'État comprennent... La grève générale est un outil précieux : les travailleurs disposent d'une prise directe sur l'économie. Il suffit de l'évoquer pour que les patrons s'étranglent. Néanmoins, de nombreuses pistes sont encore à explorer pour appuyer concrètement les revendications sociales et les amener plus loin.

Pour soutenir le refinancement de la Sécurité sociale, certains comme François Martou du Mouvement ouvrier chrétien propose la mise en place d'un impôt sur les opérations financières réalisées en Belgique. D'un impôt sur les grosses fortunes. Ou encore d'utiliser les médicaments génériques, de même qualité à prix réduit, ce qui diminuerait

les dépenses de l'assurance-maladie. Il s'agirait de belles avancées mais allons droit au but : ce sont les travailleurs qui produisent les richesses, elles leur reviennent. Chaque personne doit pouvoir disposer librement des soins de santé et puiser ce dont elle a besoin dans les biens de consommation, quel que soit son âge : c'est une question de dignité.

D'ici là, nous exigeons le partage du travail, pour dégager des emplois et réduire le temps consacré au boulot. Nous exigeons notamment le maintien des prépensions, le respect intégral des « périodes assimilées » (liées au chômage ou à la maladie) pour le calcul de la pension et la liaison des pensions à la hausse des salaires.

Ni l'esclavage ni le chômage ! Pour la justice sociale : grève générale !

Hertje

Aménager le capitalisme : la voie suicidaire

Jean-Pierre Tertrais

groupe La Sociale, Rennes

La

LA PUBLICATION de *Manière de voir* du Monde diplomatique (juin-juillet 2005) aborde un sujet devenu hypersensible : « Écologie: le grand défi. » Analyser les enjeux, comprendre l'avenir avec les meilleurs « spécialistes », on ne mesure jamais la chance dont on bénéficie! La lecture de ce recueil d'articles ne pouvait décevoir que ceux qui espéraient y découvrir une perspective. Pour les autres, le message était connu, l'état du malade est préoccupant, passez-moi le sparadrap!

Un bilan alarmant

Parce qu'en effet, les auteurs qui s'y expriment sont tous conscients de la gravité de la situation: tous les clignotants sont au rouge, beaucoup de processus sont probablement irréversibles, les dégâts écologiques et sociaux d'un demi-siècle d'une croissance économique effrénée sont considérables.

Après le rappel pertinent du souvenir de Bhopal (Inde, décembre 1984) – la plus grande catastrophe industrielle de tous les temps, plusieurs milliers de morts dus à une logique criminelle – le constat énumère lucidement les principales menaces.

Côté environnemental, la planète vit au-dessus de ses moyens énergétiques. Durant la seconde moitié du xx^e siècle, l'espèce humaine a plus profondément modifié les écosystèmes qu'elle ne l'a fait au cours de toute son histoire. Parce qu'il s'agit d'acheminer au plus bas prix possible, vers les zones de consommation, les produits fabriqués dans les pays pratiquant le moins-disant social fiscal et environnemental, l'explosion des transports est, de toute évidence, liée aux mécanismes de la mondialisation néolibérale. La fin du pétrole se rapproche. Avec les taux de croissance actuels, le temps de doublement de la consommation mondiale d'énergie est voisin de cinquante ans.

À l'échelle de la planète, ce sont plus de deux milliards de tonnes de déchets industriels solides et près de 350 millions de tonnes de débris dangereux qui sont engendrés



chaque année. Entre 1960 et 2025, la ressource en eau par personne sera passée de 3430 à 667 m³, le seuil d'alerte étant fixé à 2000 m³!

Côté social, 80 pays ont un revenu par tête inférieur à celui d'il y a dix ans; le nombre de personnes qui vivent avec moins de un dollar par jour ne diminue pas. L'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches était de 1 à 30 en 1960; il est aujourd'hui de 1 à 80. D'autre part, en 2015, 36 mégapoles compteront plus de 8 millions d'habitants.

Concernant la santé, qui résulte d'un héritage génétique, mais surtout de valeurs culturelles, de l'état de l'environnement et du contexte socio-économique, le bilan est lourd: choléra, dysenterie, typhoïde, maladies transmissibles, infectieuses et parasitaires au sud; cancers, maladies respiratoires et cardiovasculaires, obésité, allergies au nord.

Le pire est devant nous

Ces experts reconnaissent que la situation va très probablement continuer à se dégrader dans les années qui viennent. L'objectif retenu par le protocole de Kyoto est qualifié de « dérisoire ». Selon l'avis de plusieurs scientifiques, le but fixé correspond à une réduction de 0,06 % sur une hausse de 2° envisagée pour 2050, soit 3 % de l'effort à réaliser pour freiner effectivement le réchauffement. Deux études indépendantes de l'ONU concluaient en avril 2002 que le changement climatique avait vraisemblablement été sous-estimé et se situerait plutôt entre 5,8° et 6,9° vers 2100. Et même si l'on parvenait à stabiliser nos rejets de CO₂, il faudrait encore plusieurs siècles pour stopper le phénomène! Par ailleurs, si les essais d'OGM en plein champ se généralisent, nous savons que la contamination rendra très vite impossible la culture biologique.

La technique comme panacée

Nos têtes pensantes admettent volontiers que dirigeants et technocrates souffrent d'une



(c) G. BINET 2005 <http://www.good2net.org>
Original & printed versions on file

DDD

nette tendance à ne proposer que des solutions techniques, plutôt que de s'attaquer aux gaspillages induits par le système capitaliste. Le dessalement de l'eau de mer en constitue un exemple, mais l'eau obtenue demeure chère et grosse consommatrice d'énergie. Les marchés potentiels (Mexique, Asie du Sud, Chine, Méditerranée) n'ont pas les moyens d'assumer de tels projets. C'est la fuite en avant permanente: au lieu de remettre en cause les modes de vie actuels, les politiciens et les hommes d'affaires préfèrent promettre la sortie de la crise par la science et la technique.

La collusion État-capital

Ces cerveaux semblent même comprendre les services rendus par les classes politiques et les intellectuels aux industriels.

À Bhopal, en refusant de poursuivre Union Carbide pour son crime industriel, l'État indien permet à la multinationale d'échapper à ses responsabilités pénales, en échange d'une indemnisation dérisoire.

Déjà, dans les années 1990, les Académies de médecine et des sciences avaient observé un silence religieux concernant le scandale du sang contaminé. Récemment, ces deux prestigieuses institutions viennent de conclure que les OGM ne posent pas de problème particulier de santé publique!

Plus d'un milliard milliard d'êtres humains est sans eau potable; 2,5 milliards sont privés d'un accès à des structures d'assainissement; 8 millions de morts par an sont directement imputables à la consommation d'eau contaminée. Il n'en faut pas plus pour aiguïser les appétits industriels et financiers des grandes entreprises multinationales, d'autant que ces requins sont activement soutenus par... la Banque mondiale et le FMI!

Le gouvernement français se réfugie derrière le secret industriel pour ne pas communiquer les résultats d'études compromettantes concernant les OGM, et tente d'empêcher les maires de petites communes de prendre des arrêtés anti-OGM (ce qui montre le caractère fallacieux de la décentralisation).

Tout sauf la révolution

Bien qu'ils soient donc pleinement conscients de la gravité de la situation, ces experts concluent toujours de la même manière, à quelques nuances près: l'aménagement, la régulation, la correction des défaillances du marché, la « démocratie écologique », la « consommation verte ».

On n'est donc nullement surpris d'apprendre qu'est lancé un appel pour des états généraux de la « décroissance équitable » en vue... des élections présidentielle et législatives de 2007, autour de Paul Ariès, José Bové, Albert Jacquard, Serge Latouche, Jacques Testart... Des intellectuels au secours du peuple!

Quand on n'a pas le courage de choisir la voie révolutionnaire, il ne reste que l'option réformiste, avec son cortège de compromis,

de reniements, de trahisons!

Faudrait-il donc croire qu'une société qui a engendré à la fois un désastre écologique et une régression sociale va subitement offrir des perspectives exaltantes? Faudrait-il croire qu'on va traiter les problèmes en conservant les mêmes institutions politiques, le même système économique, la même organisation sociale, les mêmes circuits commerciaux? Faudrait-il croire qu'on va résoudre une grave crise de civilisation par de nouveaux remaniements ministériels, et que le capitalisme va produire le contraire de ce pourquoi il est conçu, avant de se dissoudre?

Faudrait-il croire les classes politiques, engluées dans l'élitisme et la corruption, capables de reconquérir le pouvoir qu'elles ont elles-mêmes concédé aux groupes de pression (on compte actuellement à Bruxelles plus de 10 000 lobbyistes – pour 626 députés – appartenant aux 200 plus grandes compagnies mondiales)?

Faudrait-il croire au rôle redistributeur de la puissance publique quand les États ne peuvent même plus protéger les populations contre les stratégies prédatrices des grandes firmes commerciales? Faudrait-il croire que des réseaux d'influence délibérant à huis-clos sur des choix de société fondamentaux et alimentant une véritable industrie du mensonge – et qui n'ont aucune responsabilité devant les citoyens – vont permettre d'exercer une réelle démocratie? Faudrait-il croire que la délégation de pouvoir à des « représentants » qui ont abdiqué le leur depuis longtemps peut engendrer d'autres conséquences que de livrer pieds et poings liés à la toute-puissance des firmes privées, au monde des affaires et de la finance, aux accords de l'OMC, des populations en plein désarroi?

Faudrait-il croire à la vocation de cette OMC de réguler le commerce mondial? Alors que les accords de cette institution concernent les législations et les réglementations des États et de leurs collectivités territoriales, pas une seule de ses règles ne vise les activités des firmes privées, et surtout pas les transactions crapuleuses (crime organisé, fraude, paradis fiscaux)!

Concernant la préservation de l'environnement, en dépit de l'élaboration de politiques publiques, malgré la multiplication des programmes et des dispositifs mis en place depuis plus de trente ans, la dégradation des écosystèmes, la diminution de la biodiversité se sont accélérées: l'accumulation de textes devient même un obstacle à leur mise en application! Non, décidément non, les élections « bourgeoises » ne serviront jamais l'émancipation de l'homme parce qu'elles ne peuvent induire une rupture indispensable qui ne naîtra que de la volonté populaire, de la lutte directe des producteurs et des citoyens, c'est-à-dire à l'usine et dans la rue.



José Bové



Jacques Testart



Albert Jacquard



Serge Latouche



Paul Ariès

Jean-Pierre Tertrais

L'Alliance syndicaliste et la lutte des classes

En septembre 2004, Alain Pecunia publiait *les Ombres ardentes*, témoignage du « parcours d'un adolescent révolté », des Jeunesses communistes aux Jeunesses libertaires (Fédération ibérique des jeunesses libertaires, FIJL) en passant par la FA des années 60. Son incarcération en 63, à la prison de Carabanchel Alto, sa libération en 65, puis son « accident » n'ont pas éteint son militantisme. Au cours des discussions autour de son livre que ce soit à la librairie Publico ou au local de La Rue, nous n'avions pas eu le temps de parler de Mai 1968, de l'Alliance syndicaliste. Voilà qui est chose faite avec cette interview !

Thierry Porré

Alain Pecunia



Thierry Porré: Ton livre s'arrête avant 1968. Comment as-tu vécu ces événements? Y avait-il une distance par rapport au mouvement étudiant pour toi qui te considérais avant tout comme un militant de la CNT espagnole (cf. *les Ombres ardentes*, pp. 269 et 292)?

Alain Pecunia: En janvier 1968, je sors de dix-sept mois d'hospitalisation et je passe tous mes dimanches en compagnie de mes camarades espagnols des Jeunesses. Je vais assister à Mai 68 en spectateur passif et en essayant de conseiller un groupe de jeunes de mon quartier qui y participent en croyant faire la révolution et en y mettant tout leur cœur. J'essaie de les mettre en garde contre leurs illusions, qu'en aucun cas il ne s'agit d'une situation révolutionnaire et que les déceptions seront lourdes. Entre parenthèses, dans les mois qui suivirent, certains sombrèrent dans la désespérance et il y eut un mort par suicide et un autre par overdose dans ce petit groupe d'une dizaine de jeunes non politisés.

Mai 68 a plus d'un mérite, et je ne reviendrai pas dessus. Tout en n'oubliant pas pour autant qu'il a permis l'éclosion d'un hyperindividualisme qui s'est révélé être la morale d'accompagnement du futur ultralibéralisme qui a besoin, pour se développer, d'individus libres de toute attache et ne recherchant que la satisfaction de leurs besoins et désirs « sans entraves ». Le « laisser-faire et laissez-passer » de Guizot déjà au XIX^e siècle. Par ailleurs, la critique de la « société de consommation »

m'a paru ambiguë dans la mesure où les ouvriers, les salariés et les cultivateurs commençaient à peine à y accéder alors que les classes moyennes en jouissaient déjà.

Une analyse de 68 serait trop longue. Tout mouvement étudiant a ses limites, ne serait-ce que parce que la qualité d'étudiant est un état passager et que les étudiants de l'époque étaient issus dans leur immense majorité des classes moyennes. Il fut toutefois le détonateur du mouvement ouvrier. Je me sentais solidaire de tous ces jeunes, mais le mouvement ouvrier qui aboutit à la grève générale me parut majeur. Par sa spontanéité et son développement hors de l'encadrement des syndicats dans un premier temps. Mouvement qui avait également ses limites par manque de perspectives politiques claires.

Thierry Porré: De 68, du renouveau des idées libertaires, qu'en pensais-tu? En bref, comment l'ancien de la FIJL a été cofondateur de l'ASRAS (Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste) qui regroupait des militants des organisations syndicales françaises!

Alain Pecunia: D'une part, le renouveau des idées libertaires était évident mais on tentait d'en désapproprier les ans existants. D'autre part, je ne pensais pas que Mai 68 représentait une situation révolutionnaire, mais, comme beaucoup à l'époque, qu'il pouvait représenter une situation prérévolutionnaire, le 1905 du 1917 russe en quelque sorte, et pour faire



court. Qu'en conséquence il fallait que les libertaires se coordonnent pour ne pas se retrouver à nouveau en ordre dispersé par rapport aux marxistes-léninistes. Et nous étions nombreux à le penser parmi les anarchistes puisque ce fut ce sentiment et cette analyse qui nous firent tenir nos premières réunions qui devaient aboutir à la création de l'ASRAS le 31 janvier 1970. Après une série de réunions élargies qui se tinrent tout au long de l'année précédente.

Dès le début, ces réunions eurent un caractère syndicaliste, non pas par parti pris « anarchosyndicaliste », mais pour se prémunir de dérives violentes et en écarter les « boum-boum » et les « ploum-ploum-tra-la » (expressions que nous employions à l'époque et qui évitent d'autres épithètes).

La FA, avec Maurice Joyeux et Suzy Chevet, y tint un rôle prépondérant, et tous les groupes anarchosyndicalistes étaient présents.

La première réunion proposa un secrétariat de liaison pour convoquer la suivante. Maurice et Suzy me proposèrent d'en être le secrétaire et Jacky Toublet se proposa pour m'épauler. Les « vieux » passaient le relais aux « jeunes », ce qui était dans le droit fil de 68.

De réunion en réunion, il apparut que l'immense majorité des camarades parties prenantes appartenaient à la CGT, à la CFDT et à FO, et que chacun tenait à son appartenance syndicale car chaque parcours individuel avait sa raison d'être.

D'où l'idée qu'il fallait transformer notre dispersion en force en la coordonnant et en jouant un rôle d'unité syndicale dans un mouvement ouvrier français qui souffre de division.

Le terme d'« Alliance » a été choisi en référence à la fameuse Alliance de Bakounine. Pour la petite histoire, nous étions tous – sauf un, Jacky Toublet – anarchosyndicalistes, et, à sa demande, nous avons ajouté « syndicaliste révolutionnaire ». Après un immense débat, car nous étions un certain nombre à estimer que le syndicalisme révolutionnaire comporte de nombreuses ambiguïtés quand il n'est pas expressément libertaire (on en vient alors à l'anarchosyndicalisme!). Preuve en est qu'on a retrouvé des syndicalistes révolutionnaires avec Pétain ou avec Mussolini.

Dans tout projet humain, et encore plus politique, il y a les idées avancées et les idées secrètes (ou « arrière-pensées », mais ce terme a souvent une connotation péjorative).

L'idée secrète – maîtresse – était de réunir les militants du mouvement libertaire souhaitant « réellement » militer dans l'Alliance et d'en faire une organisation ayant vocation à se développer et à accroître régulièrement le nombre de ses adhérents par son dynamisme et sa propagande. Ceci en partant de deux constatations.

La première : toutes les organisations existantes présentaient la caractéristique de se complaire dans « l'entre-soi ». Un noyau d'initiés ou de bons et vieux copains aimant se

retrouver et, occasionnellement, agir, « faire quelque chose ».

La seconde : Mai 68 avait révélé la vitalité des idées libertaires et du potentiel de militants ou sympathisants libertaires – qui avaient toujours existé mais étaient superbement ignorés par les organisations anars traditionnelles – et il était urgent de s'adresser à eux pour éviter qu'ils ne soient récupérés par d'autres. En évitant notre travers fondamental – le purisme ou l'idéologisme – par l'énoncé de quelques principes clairs et simples. C'est-à-dire compréhensibles et correspondant à la réalité de l'époque.

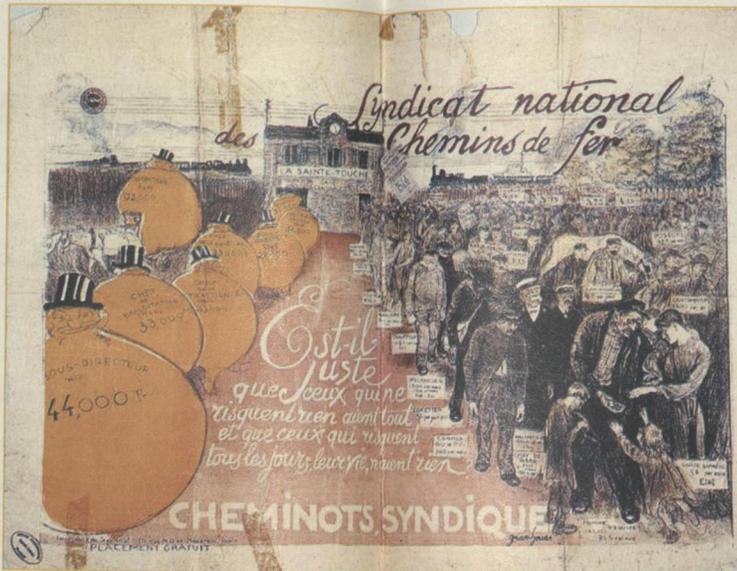
Personnellement, je me considérais toujours comme un militant « espagnol », et l'Alliance était également une structure « en attente » de l'après-franquisme et de la reconstruction de la CNT d'Espagne dont nous espérions une grande impulsion et une clarification pour l'anarchisme contemporain sur le plan des principes et de l'organisation. Et c'est pour cette raison que *Solidarité ouvrière* s'est fait l'écho des prises de position des camarades espagnols vivant en Espagne sous le fascisme.

Thierry Porré : On a beaucoup glosé dans les milieux antisindicalistes sur cette démarche qui voulait rassembler des camarades de la vieille garde, voire des permanents syndicaux avec de jeunes militants « issus des barricades ». Comment était l'entente ?

Alain Pecunia : Avec des camarades comme Joyeux, il n'y a eu aucun problème. Ils étaient heureux de voir des plus jeunes prendre les choses en main et tenter d'innover. Le problème – mais ce ne fut pas un problème car ils étaient une poignée – est venu des camarades ayant des ambitions dans leur confédération et qui avaient pour alliés privilégiés depuis la création de FO les trotskystes lambertistes.

Thierry Porré : Au début des années 70, avec la CFDT qui avait le vent en poupe, citant même l'anarchosyndicalisme comme référence, il y a eu à l'Alliance une rupture avec les camarades qui militaient à FO. Était-ce inévitable ou pensez-tu que chacun aurait pu y mettre du sien ?

Alain Pecunia : On ne peut parler de la CFDT de ces années-là sans parler d'Eugène Descamps et du groupe Reconstruction qu'il avait fondé. Toublet et moi, nous avons eu deux grandes discussions avec Descamps. Il faisait partie de ces militants chrétiens qui luttaient et dans la Résistance et dans les luttes anticoloniales. Les chrétiens sociaux, étant apparus à une date récente et n'ayant pas de tradition propre dans l'histoire du mouvement ouvrier, se reconnaissaient dans la pensée libertaire (Proudhon), syndicaliste révolutionnaire (la Révolution prolétarienne, Pierre Besnard, etc.) et anarchosyndicaliste et se rattachaient aisément à l'histoire du mouvement ouvrier anar (la CNT espagnole).



Dès la constitution de l'Alliance, nous avions, Toublet et moi, pris contact à la fois avec Henri Krasucki (alors secrétaire général de la CGT) et Descamps pour leur exposer notre projet et notre volonté d'en faire un instrument d'une future réunification syndicale. FO, à l'époque, par son anticommunisme viscéral et ses origines outre-Atlantique dont nous connaissions les « petits détails » à l'Alliance, campait sur son Aventin.

En ce qui concerne Descamps, qui allait passer la main par principe « libertaire » – ses propres termes – de rotation des responsabilités, il souhaitait le développement au sein de la CFDT d'une forte tendance anarchosyndicaliste afin de faire contrepoids à la prise en main par le PS de sa confédération.

Descamps souhaitait également établir des relations privilégiées avec la future CNT, en Espagne, libérée du franquisme, au point de vouloir parrainer son entrée à la Confédération européenne des syndicats – ce que rejeta le premier congrès postfranquiste de la CNTE du fait de son affiliation à l'AIT...

Avec Toublet, nous eûmes alors de nombreuses rencontres de travail avec le secteur départemental de la CFDT.

C'est un fait : la CFDT d'avant Edmond Maire nous a tendu les bras. Nous avons refusé et, personnellement, j'estime que ce fut une grave erreur (après sont venues la prise en main par le PS, et la chasse aux anarchos dans les UD).

Pour les camarades de FO, la CFDT n'était qu'un pion dans la politique du Vatican, et ils passaient les réunions à nous démontrer par le menu que sa ligne était sournoisement cléricale.

Le fait était que nous avions de nombreux camarades libertaires à la CFDT et qu'ils n'acceptaient pas les leçons des camarades de FO qu'ils jugèrent « patriotardes ».

Mais il n'était pas question pour les camarades de Bergeron de renoncer à leurs liens privilégiés avec les grands démocrates que sont les lambertistes et, comme ils n'ont pu nous contrôler...

Sans oublier que nous, les jeunes, on avait du mal à comprendre comment on pouvait concilier le militantisme « de classe » ouvrier avec l'appartenance à la Grande Loge...

En fait, ils n'étaient que trois et nous n'avions pas le sens des compromissions politiciennes.

Thierry Porré : Début 1980, de nombreux militants de l'ASRAS dissolvent de fait l'organisation et (surtout dans la région parisienne) adhèrent à la Fédération anarchiste, qu'en astu pensé à l'époque ?

Alain Pecunia : C'était le constat d'un échec, car l'Alliance a échoué dans son propos. Elle a été une tentative pour ouvrir le mouvement libertaire sur l'extérieur, mais l'Alliance s'est vite repliée à mi-course sur elle-même, bien qu'elle ait participé à des grèves de façon ori-

ginale et très efficace.

À mon sens, c'est un des travers des organisations libertaires en France. Quand on atteint un certain niveau de développement, on se bloque sur l'acquis.

On oublie le propos initial, la démocratie collégiale s'atténue, la « virgule » idéologique reprend le dessus. On veut avoir raison « entre nous ». Il y a également les problèmes de « leadership ». Ironiquement, je dirais : un leader, un groupe – deux leaders, deux groupes...

Par ailleurs, et cela alla de pair, l'Alliance fut en grande partie « plombée » par son mensuel, *Solidarité ouvrière*, qui était trop ambitieux dans sa formule pour une organisation comptant environ trois cents militants actifs. Il était trop lourd financièrement et devint le centre de l'activité du groupe parisien.

Thierry Porré : En ce début de XXI^e siècle es-tu confiant dans l'avenir du mouvement libertaire ?

Alain Pecunia : Après l'expérience du socialisme au pouvoir et sa dérive social-libérale inéluctable ; après l'implosion du bloc soviétique dont les crimes, dans les années 60, étaient justifiés tant par les communistes que par les trotskystes, comme nécessaires à la construction d'un État ouvrier, et dont il ne reste que les crimes au regard de l'histoire, après cela, donc, il ne reste que le mouvement libertaire comme espérance.

Si les idées se portent bien, on ne peut pas en dire autant au niveau organisationnel sur le plan mondial.

Un jour, au début des années 60, Joyeux a dit lors d'une réunion du groupe Louise-Michel : « Prenons garde de nous réveiller un matin et de constater, nous anarchistes, que notre révolution n'ait été réalisée par d'autres. » Ses paroles restent d'actualité.

Nos principes éclatent de pertinence comme jamais. Mais prenons garde à ne pas nous les laisser confisquer, et apprenons, surtout, à nous ouvrir pleinement sur la société tant dans nos paroles que dans nos attitudes. Pour être le levain en son sein et non la graine stérile qui se veut « à part ».

Mais je n'ai de leçons à donner à personne. Je fais partie de cette génération qui, si elle a agi et transmis, a échoué dans son propos général. Et qui se doit donc d'être modeste.

Je ne puis que souhaiter une chose : que nos erreurs et tâtonnements puissent au moins aider ceux qui ont pris et prendront le relais.

On pourra lire avec intérêt une autre interview d'Alain Pecunia dans le numéro 14 de la revue *Réfractaires*, « Ni Dieu ni maître ». Disponible à Publico.

Lyon

Menace d'expulsion

RASSEMBLEMENT TOUS LES LUNDIS ET JEUDIS à partir de 18h30 devant la maison où vivent ces familles au 9 de la rue des Chartreux à Lyon 1^{er}. Deux familles de demandeurs d'asile originaires de Roumanie occupent actuellement deux logements dans une maison au 9, rue des Chartreux à la Croix-Rousse. Ce sont des Roms qui ont dû quitter leur pays pour échapper aux discriminations et au racisme dont ils sont l'objet depuis des siècles. Ils sont venus en France en 2003 pour y refaire leur vie. Leurs sept enfants, âgés de 5 à 15 ans, vont à l'école comme tous les gamins d'ici. Et comme tous les gamins d'ici, ils n'imaginent pas devoir dormir dehors après avoir passé leur journée en classe. C'est pourtant ce qui risque de leur arriver dès le 25 octobre prochain.

Pourquoi ? Parce que, en dépit du fait que ces personnes sont placées sous la protection d'une convention internationale sur les réfugiés (la Convention de Genève de 1951) que la France s'est engagée à respecter, l'État français les laisse dans le plus complet dénuement. Sans logement et sans droit au travail, ces personnes sont obligées de recourir au squat pour avoir un toit sur la tête. Ce qui leur vaut d'être traînées devant un tribunal par le propriétaire des lieux qui exige leur expulsion par la police.

Étant donné que ces expulsions seront exécutées sans aucun logement puisqu'il n'y a pas de logement social disponible, ces familles seront à nouveau contraintes de squatter... ou de quitter la France pour tenter leur chance ailleurs.

Voilà comment aujourd'hui une politique cynique de l'État français organise la destruction du droit d'asile en s'appuyant sur la disparition du logement social. Politique qui fait des ravages en ce moment même, dans notre propre cité.

Si rien n'est fait, le 25 octobre prochain, à l'entrée de l'hiver, les familles de la rue des Chartreux et leurs sept enfants vont retrouver le terrain vague où ils ont dû « vivre » après

qu'une première expulsion, demandée par l'Opac du Rhône en mai dernier, les eut chassés d'un ancien garage situé à Vaise où ils avaient trouvé un refuge sommaire.

Pour empêcher ce nouveau désastre, nous avons tenté une médiation auprès de la mairie du 1^{er} et de la propriétaire de la maison (cette propriétaire est la paroisse Saint-Bruno, 9, impasse des Chartreux à Lyon 1^{er}). Nous demandions qu'une rencontre ait lieu avec ces familles pour tenter de briser ce cercle infernal des expulsions sans relogement. Aucune réponse ne nous a été faite. La mairie du 1^{er}, et nos « bons curés » de la paroisse Saint-Bruno, se désintéressent totalement de ces enfants et attendent le 25 octobre pour être débarrassés du « problème » par l'intervention des CRS à 6 heures du matin. Nous avons déjà connu des situations semblables et nous savons que sans soutien ces familles n'ont aucune chance d'y échapper. C'est pourquoi nous avons décidé de les aider. Parce que nous sommes convaincus qu'en défendant le droit au logement de ces familles, et par la-même le droit d'asile, et en obtenant une réponse concrète à la demande de quelques-uns, nous contribuons à défendre le principe des droits de tous; nous appelons donc les groupes de soutien aux demandeurs d'asile, les militants du droit au logement, les habitants du quartier, les syndicalistes, les associations, etc. à participer aux rassemblements tous les lundis et jeudis à partir de 18h30 devant la maison où vivent ces familles du 9 de la rue des Chartreux à Lyon 1^{er}. Au programme, rencontres et échanges avec des demandeurs d'asile, projection de films sur la situation des Roms en France, manifestations de soutien... Une assemblée générale du collectif de soutien sera organisée à chaque rassemblement pour décider de nos interventions avec pour objectif: « Pas d'expulsions sans relogement! »

Réseaux d'action solidaire

transmis par Manolo

(militant de la Fédération anarchiste à Lyon)



Katrina

Bref tour d'horizon très partial de la presse américaine

Ceux qui, comme moi, ne craignent pas de reconnaître qu'ils sont amateurs de séries américaines ont tous vu le sigle FEMA sur la veste ou sur le treillis d'un personnage de film. FEMA, c'est pour Federal Emergency Management Agency, l'organisme qui gère les conséquences des catastrophes. Cet organisme avait fait, avant les attentats du 11 septembre, une estimation des principaux risques que couraient les États-Unis: une attaque terroriste sur New York, un tremblement de terre à San Francisco et un cyclone sur La Nouvelle-Orléans. Le *Houston Chronicle* écrivit en décembre 2001 qu'un cyclone sur La Nouvelle-Orléans serait la plus meurtrière des trois éventualités. Sommes-nous certains que si une catastrophe majeure s'abattait sur la France, sa « gestion » serait meilleure que celle de La Nouvelle-Orléans? Sommes-nous certains que dans un pays où des travailleurs immigrés brûlent vifs dans des immeubles sordides, les évacuations ne seraient pas sélectives? Sommes-nous certains que la population française ne paierait pas le prix du bradage des hôpitaux publics, de toute l'infrastructure publique du pays? Ce qui s'est passé en Louisiane nous concerne tous, et directement. Car la question de fond qui est posée par la catastrophe est celle de l'existence des services publics et du rôle de l'État. Nous savons tous que les premiers sont très menacés en France et que le second cherche à se désengager le plus possible de ses fonctions.

René Berthier



Le 2 SEPTEMBRE DERNIER, Paul Krugman posait dans le *New York Times* trois questions:

1. Pourquoi les secours ont-ils tant tardé à arriver? Des milliers d'Américains sont morts, non parce qu'ils ont refusé d'évacuer, mais parce qu'ils étaient trop pauvres ou trop malades pour partir sans aide. Un éditorial du journal de Biloxi, le *Sun Herald*, raconte que des journalistes pouvaient voir, plusieurs jours après la catastrophe, le personnel de l'Air Force jouer au basket-ball et faire des exercices militaires dans un camp situé dans une zone qui n'avait pas été touchée par le cyclone. Pourquoi l'armée n'a-t-elle pas été mobilisée plus vite.

2. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de mesures préventives? Krugman révèle qu'après 2003 le corps des ingénieurs de l'armée a brusquement réduit les contrôles, y compris sur les digues qui s'effondraient. Des articles parus

dans le *Times-Picayune* de La Nouvelle-Orléans affirment que le corps des ingénieurs n'a jamais caché que les pressions sur les dépenses de guerre en Irak, en même temps que les réductions d'impôts fédéraux, furent la cause de cette situation. En 2002, le commandant du corps des ingénieurs démissionna après avoir été menacé d'être renvoyé pour avoir critiqué les coupes budgétaires dans les contrôles anti-inondation.

3. L'administration Bush a-t-elle détruit la capacité d'intervention de la FEMA? C'est ce qu'affirmait l'an dernier l'ancien dirigeant de cet organisme, dont la gestion était unanimement considérée comme exemplaire, avant d'être remplacé par un ami de Bush, tout aussi unanimement considéré comme incompetent. Krugman constate que de nombreux professionnels compétents ont quitté la FEMA, par écoeurement.



Cependant, Krugman ne pense pas que le problème global relève de la simple incompétence. « Nos dirigeants, dit-il, ne prennent pas au sérieux certaines des fonctions essentielles du gouvernement. Il aime faire la guerre, mais ils n'aiment pas assurer la sécurité, sauver ceux qui sont dans le besoin ou dépenser de l'argent pour des mesures préventives. Et jamais, jamais, ils ne parlent de sacrifices partagés. [...] M. Bush a fait une déclaration invraisemblable; personne ne s'attendait à ce que les digues cèdent. En fait, il y avait eu des alertes répétées précisément à propos de ce risque. »

Le 12 septembre, Paul Krugman s'interroge encore: le déclin du FEMA est-il unique, ou n'est-il qu'une partie d'un plan plus vaste? D'autres agences, dit Krugman, souffrent du « syndrome FEMA ». Le premier exemple est l'Agence de protection de l'environnement, qui a subi un vaste exode du personnel compétent ces dernières années. Des dirigeants de cette agence ont démissionné pour protester contre l'absence de volonté du gouvernement Bush de faire respecter les lois sur l'environnement. « On a coupé les budgets, et des pistonnés incapables ont été mis à des positions clés », déclara un des dirigeants de l'agence au journal britannique *The Independent*.

Que dire de la Food and Drug Administration? (Organisme chargé de l'alimentation et des médicaments.) Des questions ont été soulevées à propos des liens de l'agence avec l'industrie pharmaceutique. Récemment, le dirigeant de cet organisme chargé de la santé des femmes a démissionné. Puis il y a la Corporation for Public Broadcasting, quelque chose comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui a fait appel à un consultant pour identifier les dérives libérales dans les programmes.

Krugman poursuit: « Même un gouvernement conservateur a besoin d'un vrai département du Trésor [ministère des Finances]. Mais le Trésor, qui avait beaucoup de prestige et de moralité pendant les années Clinton, est tombé en disgrâce. Le symptôme public de cette disgrâce est que John Snow, qui avait manifestement été nommé pour sa loyauté [envers Bush] plutôt que pour ses qualifications, est toujours secrétaire au Trésor. »

De nombreux membres expérimentés de cette administration sont partis depuis 2000, et de nombreux postes clés sont soit vides, soit occupés par des fantômes.

Qu'en est-il, enfin, de la lutte antiterroriste menée par l'Office of Homeland Security? L'agence Reuters nota en 2004 un exode régulier de fonctionnaires de l'antiterrorisme parce qu'ils pensaient que la guerre en Irak passait avant la vraie menace terroriste.

Depuis la présidence de Ronald Reagan, la politique américaine est dominée par l'idée qu'il faut le moins de gouvernement possible. L'orthodoxie qui règne à Washington exige que les impôts doivent baisser, jamais augmenter. Les partisans de l'État minimal peu-

vent dire que le taux de croissance est plus élevé, que le chômage est plus bas que ce que connaît l'Europe. Même la hausse importante du prix du pétrole consécutive à l'arrêt des plates-formes pétrolières du golfe du Mexique ne produit pas trop d'inquiétude: selon le *Financial Times* du 3 septembre, le chef du Conseil économique de la Maison Blanche aurait déclaré, parlant des conséquences du désastre de La Nouvelle-Orléans: « Je m'attends à ce que ce soit absorbé rapidement. »

« Mais c'est une maigre consolation pour les dizaines de milliers de personnes abandonnées dans des conditions primitives à La Nouvelle-Orléans et qui réclament l'aide gouvernementale, et qui mettront des mois et des années à reconstruire leur vie une fois que l'aide sera arrivée », dit l'auteur de l'article, Edward Alden.

Alden attribue lui aussi aux réductions d'impôts la cause de l'incapacité du gouvernement à faire face à la crise:

« Les grosses réductions d'impôts mises en place en 2001, que le président Bush veut rendre maintenant permanentes, ne laissèrent aucune place pour les initiatives gouvernementales qui auraient pu empêcher la catastrophe et augmenter la capacité à y faire face. »

Le corps des ingénieurs évoqué par Krugman avait estimé à 18 milliards de dollars les dépenses nécessaires pour renforcer les digues à La Nouvelle-Orléans. Des officiels locaux avaient prévu que la ville aurait à affronter des inondations désastreuses même avec un cyclone de catégorie 3, alors que Katrina était de catégorie 4. Les fonds nécessaires ont été réduits de moitié depuis 2001, et l'administration Bush proposa encore une réduction de vingt pour cent pour l'année prochaine. La prévention des cyclones n'était qu'une des dizaines de programmes qui ont été chroniquement négligés à la suite de la baisse des impôts et de la ponction des fonds qui ont été affectés à la guerre et à la lutte contre le terrorisme.

Le cyclone a impitoyablement révélé à quel point la pauvreté frappe une substantielle minorité d'Américains, et à quel point elle a empiré depuis que Bush a décidé des réductions d'impôts qui bénéficient de manière écrasante aux riches. Le bureau du recensement états-unien a révélé cette année que 1,1 million d'Américains de plus sont tombés en dessous du seuil de pauvreté.

À ce sujet, une femme, membre du Congrès, Barbara Lee, a écrit une lettre ouverte au président Bush dans laquelle elle exprime des sentiments largement répandus dans la population états-unienne:

« La dévastation provoquée par le cyclone Katrina a déchiré le rideau et exposé au grand jour le sale secret qui divise notre nation comme une blessure ouverte », dit-elle. « Si quelqu'un a jusqu'à présent douté qu'il y avait deux Amériques, le cyclone Katrina et la honteuse réaction de notre gouvernement a permis à tous de constater clairement la division. »



Soixante-sept pour cent de la population de La Nouvelle-Orléans était noire, et trente pour cent de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté; parmi ceux-ci, 84 % étaient noirs.

La majorité de ceux qui sont morts dans cette tragédie étaient pauvres, et avant tout noirs. Il y avait beaucoup de vieux et de handicapés. « Aussi, lorsque le désastre est survenu, ceux qui avaient de l'argent à la banque et une voiture dans leur garage ont pu s'échapper, et ceux qui n'avaient ni l'un ni l'autre ont été honteusement laissés à eux-mêmes. »

L'incompétence et l'indifférence de l'administration Bush face à cette tragédie ne surprend pas M^{me} Lee, mais elle fait remarquer que si la catastrophe était survenue dans des quartiers peuplés par ceux-là mêmes qui profitent des réductions d'impôts accordées par le gouvernement, la réaction aurait été plus vive: « Peut-on imaginer ces gens s'accrochant désespérément à leur toit, attendant d'être secourus? »

« Cette indifférence aux plus vulnérables parmi nous ne se limite pas à cette tragédie. C'est un aspect d'une politique d'ensemble qui cherche à rendre invisible un large secteur de notre population... »

« Beaucoup de gens, en voyant la tragédie humaine provoquée par Katrina, ne pouvaient pas reconnaître les images qu'ils regardaient. Ils pensaient être les témoins d'une tragédie en Somalie, à Haïti ou au Soudan. Ils pensaient: cela ne ressemble pas à l'Amérique que je connais. Certains en viennent même à parler de "réfugiés" pour désigner les survivants de cette catastrophe, comme si les images des survivants qu'ils voyaient étaient trop étrangères pour qu'ils les reconnaissent comme Américains. Pour certains d'entre nous, toutefois, c'est une Amérique que nous connaissons trop bien, une Amérique qui est trop souvent cachée sous le tapis par les législateurs et les médias. »

La vérité, dit M^{me} Lee, c'est qu'il y a 36 millions de pauvres aux États-Unis, et 15 millions qui vivent dans la plus extrême pauvreté. Le lien entre la pauvreté et la race ne peut être ignoré: en 2003, 8,2 % de Blancs vivaient dans la pauvreté, tandis qu'il y en avait 22,5 chez les Latinos et 24,4 chez les Afro-Américains.

Et depuis que le président Bush est à son poste, le nombre de pauvres s'est accru de 17 %. « Le zèle de l'administration Bush à réduire les impôts des riches et à tailler dans les programmes qui concernent les plus vulnérables a préparé le terrain pour cette catastrophe. »

L'échec de l'administration Bush ne réside pas seulement dans son incapacité à répondre de façon cohérente aux besoins consécutifs au passage du cyclone mais dans l'échec à reconnaître la crise structurelle massive que la pauvreté et les inégalités posent au pays, et dans « le refus obstiné de concevoir le moindre rôle

constructif pour que notre gouvernement affronte cette crise ».

Joseph Stiglitz, un prix Nobel d'économie, s'exprima sur TomPaine.com le 19 septembre 2005. La réaction de l'administration Bush confirme chez les Noirs l'idée que « tandis qu'on envoie leurs garçons combattre dans les guerres américaines, ils n'ont pas seulement été laissés en arrière par la prospérité américaine mais qu'ils ne pouvaient attendre ni compréhension ni compassion lorsqu'ils en avaient le plus besoin. Une évacuation fut ordonnée, mais aucun moyen ne fut prévu pour les pauvres. Lorsque l'aide arriva, ce fut, comme le nota un éditorialiste du New York Times, comme sur le Titanic: les riches et les puissants d'abord ».

« Même le pays le plus riche a des ressources limitées. S'il baisse les impôts des riches, il aura moins à dépenser pour réparer les digues; s'il déploie la Garde nationale et ses réserves pour combattre dans une guerre sans espoir en Irak, il y aura moins de ressources au pays pour faire face à une crise intérieure. »

La loi du marché ne fonctionne pas en temps de crise. Le marché n'a pas permis de répondre au besoin d'évacuer les sinistrés en envoyant des convois d'autobus pour aller les chercher.

En revanche, il a fonctionné quand il s'est agi de tripler les prix dans les hôtels où se rendaient les réfugiés. Le pays le plus riche du monde avait les ressources nécessaires pour évacuer La Nouvelle-Orléans. « Bush a simplement oublié les dizaines, peut-être les centaines de milliers de pauvres qui n'avaient pas les moyens de payer pour leur évacuation », dit Stiglitz.

Les scientifiques disent de façon insistante que le réchauffement de la planète sera accompagné par des troubles climatiques de plus en plus importants. Peut-être Bush pensait-il que ces troubles se déclencheraient après qu'il aurait fini son mandat, et qu'ils se feraient sentir dans des pays tropicaux pauvres, comme le Bangladesh.

Pour terminer notre revue, une information venant du San Francisco: le *Chronicle* du 18 septembre nous apprend qu'une douzaine d'évacués du cyclone Katrina, employés par une maison d'intérim de San Francisco, ont été embauchés pour briser une grève dans un hôpital, le California Pacific Medical Center.

« Les membres du syndicat participant au piquet de grève ont été stupéfaits d'apprendre que l'hôpital utilisait des évacués du cyclone Katrina pour faire leur travail », annonce le journal, alors qu'un responsable syndical déclare que le syndicat de la santé envoie des infirmières et des psychologues à La Nouvelle-Orléans pour les gens de là-bas. « Nous demandons au gouvernement d'y mettre en place des formations pour les travailleurs qui sont sans emploi. »

Les grévistes de San Francisco demandent que les évacués du cyclone soient embauchés.

R. B.



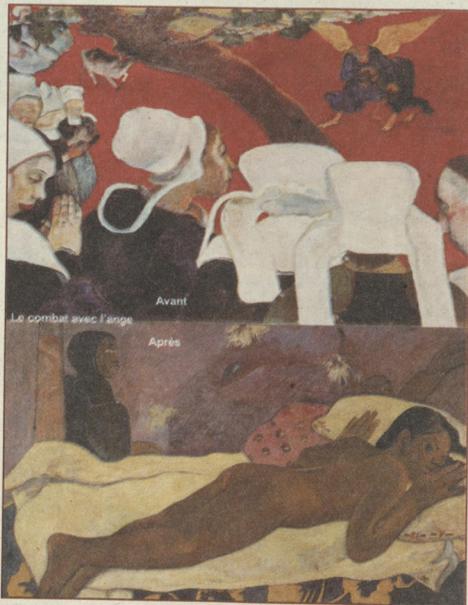
La Bible contre la Bible

DIEU A UN PROBLÈME: il dit tout et son contraire, du moins s'il faut en croire la Bible, le livre où Dieu parle. Les exemples abondent. Dieu, tout guilleret, s'annonce-t-il content de son œuvre: « Et Dieu vit tout ce qu'il avait fait, et voici, cela était très bon » (Genèse, 1-31) qu'un peu plus tard, et quoiqu'il prévoie tout, sache tout, et ne commette jamais d'erreur, il avoue: « L'Éternel se repentit d'avoir fait l'homme sur la terre, et il fut affligé en son cœur » (Genèse, 6-6). De fait, Dieu le père a beau jurer ses grands dieux: « Je suis l'Éternel, je ne change pas » (Malachie 3-6), on lit quand même dans le livre de Jonas l'ami du cétacé (3-10): « Alors Dieu se repentit du mal qu'il avait résolu de leur faire, et il ne le fit pas ».

Le Créateur de l'univers a-t-il jours eu du mal à se décider, ne serait-ce qu'au sujet de son domicile; ainsi, bien qu'il « habite une lumière inaccessible » (1 Timothée 6-16), il fait dire par la bouche de son roi favori, Salomon, que « l'Éternel veut habiter dans l'obscurité » (1 Rois 8-12). Il ne semble même pas savoir combien il est. Combien? Oui, les anarchistes les plus mécréants, les plus dispensés de catéchisme savent que Dieu est trois personnes, le Père, le Fils, le Saint-Esprit: dommage, selon le Deutéronome (6-4) « l'Éternel, notre Dieu, est le seul Éternel ».

Tricéphale ou unique, Dieu est-il visible ou invisible? « Nul n'a jamais vu Dieu » assène, sûr de lui, Jean, 1-18, sans apparemment se souvenir ni que dans Exode 33-23, nous avons le privilège de découvrir que les fesses de Dieu (nous sommes faits à l'image de Dieu, qui possède donc des fesses, mais de quel sexe est donc Dieu? Nous voulons savoir quoi peindre, un scrotum ou un clitoris!) sont visibles: « Et lorsque je retournerai ma main, tu me verras par derrière, mais ma face ne pourra être vue » ni que dans l'épisode amusant de la Genèse 32-30, où Jacob a lutté avec l'ange, Jacob a bien vu la face de Dieu: « j'ai vu Dieu face à face ».

Quoique tout-puissant et auteur des nombreux et monotones massacres qui émaillent la



Bible, en particulier le Déluge où Dieu extermine l'humanité tout entière, sauf Noé et sa famille (les poissons se sont-ils réfugiés dans l'arche de Noé?), il vaut mieux ne pas conclure d'alliance militaire avec Dieu, car, malgré Esaïe (51-15) qui maintient que « L'Éternel des armées est son nom » (Esaïe 51-15), on lit aussi « Car Dieu n'est pas un Dieu de désordre, mais de paix » (1 Corinthiens 14-33).

Le Dieu de Justice, le rédacteur des Dix Commandements et du Sermon sur la Montagne ment-il? Non, répondons-nous aussitôt: « Il est impossible que Dieu mente » (Hébreux 6-18). Mais alors pourquoi découvre-t-on dans 2 Thessaloniens 2-11: « Aussi Dieu leur envoie une puissance d'égarment, pour qu'ils croient au mensonge », ou encore dans Ézéchiel 22-23: « Et maintenant voici, l'Éternel a mis un esprit de mensonge dans la bouche de tous ses prophètes qui sont là »?

Respecter ses commandements expose à quelque désagrément; lequel choisir entre, par exemple: « Tu ne feras point d'images taillées » (Exode, 20-4) et « Tu feras deux chérubins d'or [...] les chérubins les ailes par-dessus, couvrant de leurs ailes le Propitiatoire, et se faisant face l'un à l'autre » (Exode 25-18)? Ou encore entre « Tout ce qui se meut et qui a

vie vous servira de nourriture » (Genèse, 9-3) et, pour choisir l'un des interminables commandements alimentaires de la Bible: « Ainsi, vous ne mangerez pas le chameau, le lièvre, et le daman qui ruminent » (Deutéronome 14-7). Notons incidemment que le créateur même du lièvre semble ignorer que le lièvre ne rumine pas. Peut-être la confusion divine est-elle due au fait que Yahvé boit son canon de rouge comme les autres: « Le vin qui réjouit le cœur de l'homme et fait plus que l'huile resplendir son visage » (Psaumes, 104, 15)? Non: « Le vin est moqueur, les boissons fortes sont tumultueuses; quiconque en fait excès n'est pas sage » (Proverbes 20-1).

Nous exhorte-t-il à l'indépendance, puisque Matthieu (7-23) recommande: « Ne devenez pas les esclaves des hommes »? Non, car Jésus lui-même, c'est notoire, recommande de rendre à César ce qui est à César! A-t-on jamais trouvé une religion qui ordonne de ne pas payer ses impôts?

De toute façon, Dieu ne savait même pas donner de bons conseils à ses représentants de commerce: « Il leur recommanda de ne rien prendre pour la route, sinon un bâton seulement: ni pain, ni sac, ni monnaie dans la ceinture, mais (disait-il), chaussez-vous de sandales » (Marc, 6-7). « Ne prenez ni or, ni argent, ni monnaie dans vos ceintures, ni sac pour le voyage, ni deux tuniques, ni chaussures, ni bâton » (Matthieu 10-9).

Lesdits représentants de commerce auraient eu bien besoin du sonotone de Chirac, en particulier lorsqu'ils furent témoins de la renversante conversion de Paul sur le chemin de Damas: « Les hommes qui voyageaient avec lui s'étaient arrêtés, muets de stupeur; ils entendaient la voix, mais ne voyaient personne » (Actes, 9-7).

« Ceux qui étaient avec moi virent la lumière, mais n'entendirent pas la voix de celui qui me parlait » (Actes, 22-9). Mais nous, nous avons des yeux pour voir et des oreilles pour entendre!

Nestor Potkine

Merlieux

Forum social libertaire 2005

Grand prix « Ni Dieu ni maître »

C'EST POSSIBLE ! Un bled de chez bled dans l'Aisne. Une dizaine de lionnes et de lions déchainés rassemblés derrière le drapeau du groupe Pierre-Kropotkine. Un festival du livre comme il y en a tant d'autres. Et, à l'arrivée, ça donne ça !

Un forum social libertaire d'enfer. Des drapeaux noirs à l'entrée, annonçant la couleur. Une demi-douzaine de chapiteaux. Des kilomètres de livres et d'éditeurs anars. De la merguez et de la bière en veux-tu en voilà. Des débats de toutes sortes. Radio libertaire qui retransmet l'événement en direct. Un stand pour le maquillage des petits et des grands.

Un grand prix « Ni Dieu ni maître » hallucinant. Un repas à prix libre le samedi soir pour trois cents personnes qui s'avère être une réussite politico-économico-financière. Une cuvée de gaillac bio du genre le petit Jésus en culottes de velours.

Toutes les tribus libertaires au coude à coude. Une cinquantaine de camarades badgés de tee-shirts made in grand Loup loup tractant à qui mieux mieux et organisant la vie quotidien comme pas possible. Plusieurs milliers de gens ordinaires qui font la démarche d'aller chez les zanars. Une minute et demie surréaliste sur FR3 ne parlant, et en quels termes, que du Forum social libertaire...

Eh bé, oui, c'est possible !

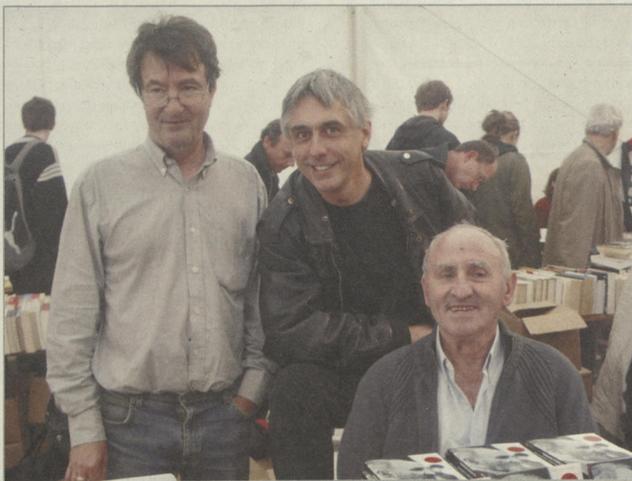
Nos idées, nos luttes, nos espoirs sont populaires !

Mieux, nos idées, nos luttes et nos espoirs sont plébiscités.

Que fleurissent dix, cent, et mille Merlieux !

Bien sûr que c'est possible !

J.-M. R.



SIX ANS DÉJÀ ! En 1998, *Du rouge au noir, mémoire vive* d'un porteur de valises, de Gérard Lorne, ouvrait le bal. Puis, ce fut, en 1999, les Égorgeurs, *Guerre d'Algérie, chronique d'un appelé, 1959-1960*, de Benoist Rey; en 2001, *Mujeres libres, Des femmes libertaires, des femmes en lutte, des femmes libres*; en 2002, *Espagne 36-39*. Ils ont osé !, Des libertaires racontent au présent... un autre futur, de Cédric Dupont; en 2003, *Avec le temps, de la vieillesse dans les sociétés occidentales et de quelques moyens d'y remédier*, de Suzanne Weber; en 2004, *Maltraitance sociale à l'enfance, Témoignage d'une institutrice en foyer de l'enfance*, de Nicole Maillard-Déchenans; et en 2005, *Ma morale anarchiste*, de Lucio Urtubia.

Chaque année, le groupe Los Solidarios, via un grand jury représentant les sommités mondiales de la littérature et de la science politique, décerne le grand prix « Ni Dieu ni maître » à un livre « digne d'intérêt pour les libertaires ». Est-il besoin de le préciser, ce grand prix est hautement symbolique.

Cette année, Lucio Urtubia n'aura, en effet, reçu qu'un traveller chèque de la First National City Bank d'un montant de cinq milliards de dollars. Et tout cela, remis en main propre par un grand jury de carnaval.

On l'aura donc compris, l'essentiel du grand prix « Ni Dieu ni maître » n'est pas là ! L'essentiel est dans l'attribution de 3 000 euros à « une œuvre libertaire digne d'intérêt pour les libertaires ».

Cette année, les 3 000 euros du grand prix « Ni Dieu ni maître » ont été remis aux camarades du groupe « La Sociale » de Rennes qui ont le projet d'acheter un local.

Comme quoi la solidarité en actes, qui est l'objectif unique du groupe Los Solidarios, peut parfaitement conjuguer au même temps le festif et le sérieux !

Chapeau à vous, les Solidarios et les Solidarias.

Jean-Marc Raynaud



ICI L'OMBRE

CHRONIQUES ALTERNATIVES

La klinik du docteur Schultz

Rock'n'roll de proximité

CE BIEN BEL OBJET (un vinyle de 9 titres) est assez déroutant au premier abord, puisque la couverture (superbement illustrée par Kik Liard) est, étrangement, rédigée en bulgare... Bien entendu, si on ne s'arrête pas là, on a alors la satisfaction de se pencher sur un projet intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord, le groupe est composé de Schultz (qui officie toujours dans Parabellum), mais aussi de personnes de Jim Murple Memorial, ce qui est tout de même un signe annonciateur d'une qualité certaine, que confirme la première écoute.

De plus, cet album est en fait un album de différentes reprises aussi diverses que réjouissantes: *The harder they come* (Jimmy Cliff) à *Roll over Beethoven* (C. Berry) en passant par d'autres petites merveilles de derrière les fagots, ce survol de morceaux aussi divers que délicieux est un vrai moment de bonheur. Bien sûr, s'il s'agissait de reprendre des tubes devenus standards pour faire un bon disque, ce serait trop facile et pas franchement intéressant. Ce qui contribue à la pertinence de ce projet, c'est bien sûr le talent d'interprétation, mais aussi la

qualité des arrangements et le timbre de voix inimitable de Schultz. Autre intérêt, on trouve dans le livret de courtes explications des choix de tel ou tel morceau, qui donnent une cohérence de plus à ce projet, s'il en était encore besoin après l'écoute. Vous l'aurez compris, se procurer ce bien bel objet aussi agréable à l'œil qu'à l'oreille est un plaisir que l'on ne saurait trop recommander. Le docteur Schultz et sa Klinik nous montrent là que parallèlement à des groupes qu'ils mènent de front, ces lascars de Montreuil ont suffisamment de ressource pour s'offrir ce type de parenthèse musicale. Enfin, s'il fallait une raison de plus, ce disque est une coproduction de labels alternatifs, puisque pour l'occasion, c'est Red Head Man et Petrez Gramophon qui se sont associés. Comme quoi, on peut faire des projets de qualité en toute indépendance!

Pour se le procurer, vous pouvez contacter Red Head Man: BP 20108, 35201 Rennes Cedex 2
contact@redheadman.org
<http://www.redheadman.org>



- **Culture de classe** est une association de bénévoles engagée dans les luttes sociales et politiques. Cette association lyonnaise organise des activités culturelles (musique, théâtre, danse, photo, peinture, sculpture, etc.) et militantes, et produit également des brochures; tout cela dans un esprit libertaire. 44, rue Burdeau 69001 Lyon, culturedeclasse@no-log.org <http://culturedeclasse.propagande.org>

- **Le Kiosk** est un lieu autogéré existant depuis 1984 et dédié à la diffusion de lectures (revues, fanzines, livres, etc.), de musiques (alternatives, autoproductions, etc.), un lieu de consultation et de relais de l'information (manifestations, actions squats, etc.) couvrant les idées féministes, anticapitalistes, anarchistes, antifascistes, etc. Contact: c/o Libr'info 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris
 Mail: lekiosk@samizdat.net
 Le Kiosk est situé passage Dumas, rue Voltaire, à Paris (se renseigner à l'avance sur les horaires d'ouverture).

- **Solitude urbaine**. Et pour finir, dans la série des « petits labels alternatifs qui ne lâchent pas le morceau », Solitude urbaine est un label de Limoges qui, en plus du label en tant que tel, propose une flopée de disques punk, ska, oi!, à petit prix, etc. mais à grandes idées. De quoi se réjouir le cœur et les esgourdes en préparant le grand soir... Pour les contacter Solitude urbaine, BP 70080 Limoges.

APPEL À SOUSCRIPTION

VERS UN LOCAL
LIBERTAIRE À RENNES !

Local "La Commune"
9 rue Malakoff, 35000 Rennes
02 99 67 92 87 / www.yarennes.org
groupe La Sociale de la Fédération Anarchiste

Le projet d'achat d'un local libertaire à Rennes est un projet de longue haleine, puisqu'il nous engage sur une quinzaine d'années. Les militants du groupe La Sociale le mèneront jusqu'au bout avec l'aide des sympathisants libertaires. Aujourd'hui, nous recherchons un local à acheter, et en parallèle, nous faisons appel à la solidarité de ceux et celles qui souhaitent aider à l'implantation des idées libertaires. Concrètement, le financement du projet requiert encore la somme minimale de 5000 euros. Nous faisons donc appel à votre aide pratique et financière.

Votre soutien, nous n'en doutons pas, nous aidera à faire aboutir ce projet que nous voulons à la hauteur d'un groupe solidement constitué depuis plus de vingt ans, pour les « militants historiques », mais aussi et surtout de tous les camarades libertaires, pour lesquels la solidarité n'est pas un vain mot.

Nous vous tiendrons naturellement informés de l'état d'avancement de la souscription et du projet d'achat d'un nouveau local dans *le Monde libertaire*, et par retour de courrier. Pour participer au financement :

- Si vous souhaitez vous inscrire dans la durée de ce projet, la solution la plus simple est la mise en place de prélèvement automatique, même d'un petit montant. Dans ce cas, envoyez-le nous par courrier (à l'adresse suivante : La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes) avec vos coordonnées. Nous vous indiquerons la marche à suivre.

- Vous pouvez également nous aider ponctuellement. Dans ce cas, envoyez votre chèque libellé à l'ordre de « ACL - souscription » à l'adresse suivante : Local La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

Gilbert Laffaille live in Ivry

IL Y A BELLE LURETTE que Gilbert Laffaille ne s'accompagne plus à la guitare acoustique sur scène. C'était une Martin (modèle D18 ou D28, l'ai-je vraiment su?), et c'était surtout pour les « talking blues » à la manière de Charlotte. Dans son célèbre « Live in Chatou » il en avait délivré une version historique, décrivant son œuvre comme pas vraiment une chanson, ni un sketch mais plutôt comme une sorte de « skonch ». Comme quoi un blues parlé, pourquoi pas ?

Reprenons tout depuis le début. Né en 1948, Gilbert Laffaille, dans sa vie professionnelle, sera d'abord professeur de français (Ah, Interrogations écrites !). Étant influencé par Donovan¹, il chante dans les années 1970 dans des endroits parisiens comme l'Échelle de Jacob, Chez Georges (rue des Canettes) ou au Centre culturel américain dans les hootennies organisés par Lionel Rochemân.²

En 1977 sort son premier 33 tours : « Le président et l'éléphant » où il épingle V. Giscard d'Estaing, alors à la tête de l'État français. Déjà son style, que l'on pourrait qualifier de faussement naïf, fait florès. En 1979, au Théâtre de la Ville à Paris, il partage l'affiche avec ni plus ni moins que Gilles Vigneault ! S'ensuivront des tournées en France, Belgique et Suisse.

Chanson française, folklore anglo-saxon, rien de tout cela n'était étranger à notre ami Laffaille. On ne saurait non plus oublier sa solidarité avec les antimilitaristes et les anarchistes. (Nous l'avons souvent vu dans des galas de soutien à Radio libertaire et « Live in Chatou » n'était-il pas un concert pour l'Union pacifiste de France ?)

En 1980, dans l'album « Trucs et ficelles », on trouve l'incontournable Neuilly blues avec Jean-Jacques Milteau à l'harmonica.³ Stéphane Grappelli et bien d'autres peintures du jazz hexagonal (Maurice Vander, Christian Escoudé, etc.) émaillent la plupart des disques de Gilbert Laffaille, les derniers en date étant des guitaristes acoustiques, Michel Haumont et Jack Ada.

Mais tout cela, me direz-vous, date un peu, que fait notre ami chanteur en ce début du XXI^e siècle ? Gilbert Laffaille, après des passages à vide dans sa vie et sa carrière, peaufine depuis quelques années (rappelons-nous ses récitals au Théâtre de 10 heures) un nouveau spectacle. Accompagné au piano par le talentueux Léo Nissim, il alterne chansons, scénettes et soliloques avec son éternelle « fleur bleue faussement naïve ». Beaucoup de raisons, donc, pour aller le voir et l'entendre à Ivry les 14 et 15 octobre prochains, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès.

Thierry
Blues en liberté

1. Donovan, encore en activité artistique parcimonieuse mais talentueuse, était dans les années 1970 le « Bob Dylan britannique » et s'accompagnait à l'époque à la guitare sèche.

2. De ces soirées musicales improvisées (hootennies) sortirent Marcel Dadi, Steve Waring, Roger Mason, entre autres.

3. « J'ai rien à dire, j'ai rien à chanter... et il y a toujours eu des femmes de ménage à la maison ! J'ai le blues de Neuilly, Neuilly blues ! »



Une trace pour Marie Jakobowicz

UN JOUR, j'ai rencontré Marie, petite femme qui, les jours de fête, s'habille de sa plus belle robe à fleurs, se met un chapeau de paille et se fait des « anglaises » dans les cheveux avec un fer à friser.

Elle habite Paris, dans le XIII^e arrondissement, un appartement très clair avec un balcon encombré de pierres sculptées, qui donne sur la cour et les bosquets des voisins.

Je lui ai offert, il y a bien des années, une espèce d'ange apocalyptique fait de matériaux de récupération tellement « brut » qu'il paraissait impossible de l'exposer dans une « galerie », un ange qui fait peur aux démons qui nous cernent; c'est-à-dire au plus grand nombre, sauf à Marie. Cet ange trône dans le vestibule de son appartement, à gauche en rentrant. Elle y accroche son trousseau de clefs et y pose quelquefois son chapeau printanier. Si elle vous invite chez elle, vous entrez d'abord dans la cuisine, où elle vous proposera de vous faire un café. Sur les murs, dans des cadres hors d'âge, des photos de personnages eux aussi hors d'âge; ce sont ces images lointaines de pays lointains, de contrées qui n'existent plus. Quand les poules auront des dents et que les personnages de ces photos se mettront à parler, ils vous diront une langue que vous risquez de ne pas comprendre, sauf si vous avez du cœur: c'est une langue de



compassion qui chante et qui danse, et qui crie quelquefois quand dans son ciel s'accumulent des nuages noirs... Son histoire est riche de ces nuages, et Marie est une fille de cette histoire. Les frères Marx ont parlé cette langue dans leur prime jeunesse, avant l'Amérique, dans mon Alsace natale.

Dans son salon, Marie héberge des petits personnages en argile; de doux golems apparemment fragiles, mais forts pour la conscience de celui qui les regarde. Elle peint aussi ou dessine ces mêmes personnages. Elle photocopie les anciennes photos, découpe les personnages de ces photos et les introduit en collage dans sa peinture; ainsi, chez elle, Marie est hébergée par son peuple.

Peuple d'ombre en habits neufs ressuscité dans une nouvelle lumière; ne plus, dit-elle, être orpheline, seule à survivre. Rendre tous les témoins des cauchemars du monde visible, leur apporter, nous apporter, des rêves acceptables, des douleurs anciennes pas trop douloureuses, des réductions en traces de couleurs; oui, Marie, toujours la part de l'ange malgré tout.

« Est-ce que tu veux que je te fasse un café, je n'ai que du Nescafé ? »

« Non merci, Marie, le café en poudre me donne des aigreurs d'estomac, allons plutôt le boire au bistrot d'en face. »

René Strubel



Exposition Marie Jakobowicz : dessins, peintures, sculptures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Du 14 octobre au 15 novembre 2005.

Radio libertaire

Jeudi 6 octobre

Si vis pacem, de 18 heures à 19 h 30, Émission antimilitariste animée par les membres du groupe parisien de l'Union pacifiste, section française de l'Internationale des résistants à la guerre, tous les jeudis. Chanter pour ne pas marcher au pas. Invités : Gérard Durand, Esméraldo et Christian Flamia.

Vendredi 7 octobre

Jazz en liberté de 22 h 30 à 1 heure, Chroniques exploratoires/un vendredi par mois. Lancement de l'émission : François Tusques trio en public au Vauban « Blue Suite » (1998, Tranes européennes). Le professeur de lettres et critique Yves Citton présente Promenades d'Ellery Eskelin. L'ethnologue et critique Alexandre Pierrepont présente Ailleurs en Europe. Gérard Terronès présente : Le disque hexagonal se porte bien, avec trois courageux nouveaux labels français !

Samedi 8 octobre

La philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11 h 30: Louis Artl autour de son œuvre musicale et écrite.

Mardi 11 octobre

Pas de quartier de 18 heures à 19 h 30 recevra Éric Hazan et Jean-François Poirier à propos du livre de Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*. Tous à vos postes zagariens!

Mardi 18 octobre

Idéaux et débats de 18 heures à 19 h 30 recevra Albert Jacquart pour *Nouvelle petite philosophie*, publié chez Stock.

Mardi 1^{er} novembre

Idéaux et débats de 18 heures à 19 h 30 recevra Philippe Claudel pour *La petite fille de Monsieur Linh*, publié chez Stock (en différé, interview réalisée début septembre).

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Samedi 8 octobre
Paris XVIII^e,

À l'occasion de la Fête des vendanges, Rébecca Gruel (artiste et poète) expose ses peintures à La Rue, jusque fin novembre : après sa période «rouge et noire», venez découvrir ses «noires nuits» à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses).

Le Mans (72)

«Sarthe libertaire» sera à la «25^e heure du livre» au stand Anacoluthie de 10 h à 19 h en présence de libertaires et du groupe de la Sarthe de la Fédération anarchiste. Anacoluthie présentera la littérature populaire et prolétarienne et recevra Jean-Pierre Levaray et Michel Ragon sur le thème : «Ouvriers et paysans dans la littérature.»

Clichy (92)

Rassemblement à l'angle de la rue du 8-mai-1945 et du boulevard Victor-Hugo, à l'appel des associations Paysages de France et Résistance à l'agression publicitaire. Pour exiger le démontage immédiat des panneaux et enseignes installés, par milliers, en violation de la loi.

Dimanche 9 octobre
Le Mans (72)

«25^e heure du livre» (voir samedi 8 octobre).

Samedi 15 octobre
Paris XVIII^e

À la bibliothèque La Rue, «L'athéisme aujourd'hui» : débat animé par Jocelyn Bézecourt à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses).

Vendredi 28 octobre
Amiens (80)

Concert de Fred Alpi à 20 h 30 au relais du campus, 110, bd Châteaudun, 80000 Amiens.

Samedi 5 novembre
Paris XVIII^e

À la bibliothèque La Rue, débat autour de : «Dissection du sadomasochisme organisé (approches anarchistes)» (2005) avec l'auteur, Jean-Manuel Traimond, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses).



Sur les chemins

Sur les chemins des révoltés...

J'ai croisé tout un mond', tout' une réalité,
Des manifs d'ouvriers, de ceux qu'on licencie
Sans égards, ni remords, mais au juste mépris
Des vies brisées trouvant au fond d'un verre
Un ami, un instant, un peu moins de misère,
Des héros nostalgiques prêchant encore des guerres
Pour oublier la leur, celle qu'ils ont dû faire,
Des regards d'enfants fuyant la banlieue,
Cherchant dans un joint un coin de ciel bleu.

Sur les chemins des dérouterés

Il n'y a même plus de fraternité,
Il y a ceux qui gueulent et leurs cris de refus,
Ceux qui espèrent encore, ceux qui ne peuvent plus,
Des yeux aux couleurs des mitards
Pour lesquels le soleil se lève toujours trop tard!
Des femmes perdues, des femmes vendues,
Soumises au premier salopard venu,
Des gosses en DASS, destins mort-nés,
Des vieux trop vieux, des vies gâchées.

Sur le chemin des va-nu-pieds

Il y a des hommes, il y a des femmes,
Il y a des cœurs, il y a des larmes,
Il y a la misère, il y a la colère,
Il y a toi, il y a nous, ma vie, mes frères...

Sur les chemins de liberté

Y vivre dans sa vérité.
Je suis allé un jour, par haine ou par amour,
Suivre une étoile, un rêve, ma vie, mon utopie,
Étoile noire, horizon d'un chemin sans retour,
Sans berger et sans mage, c'est elle que j'ai choisie.



Rebecca Gruel